

APHG

BOURGOGNE



LETTRE DE LA RÉGIONALE N° 33

MARS 2002

Au sommaire de cette lettre :

- comptes-rendus des comités et commissions nationaux du 1^{er} décembre 2001 et des 26-27 janvier 2002
- compte-rendu de la journée "Histoire" du 5 décembre 2001 sur le Proche-Orient aux XIX^e et XX^e siècles
- assemblée générale de la Régionale du 9 décembre 2001
- appel à candidatures pour les conseils départementaux de l'ONAC de la Saône-et-Loire et de l'Yonne
- projets et voyages à venir : journée "Géographie" du 4 décembre 2002, voyages à Troyes et au Mont Saint-Michel

FRANÇOISE JUIF (1941 - 2001)

C'est avec beaucoup de peine que nous avons appris le décès subit, le 17 novembre 2001, de notre collègue et amie Françoise Juif à l'âge de soixante ans.

Elle avait été longtemps membre du bureau de la Régionale, qu'elle représentait à la Commission nationale du premier cycle. Elle venait de prendre sa retraite, ayant fait l'essentiel de sa carrière au collège Marcelle Pardé. La Régionale assure de sa profonde sympathie son mari, ses enfants et petits-enfants.

Geneviève Bonnardeau

Comptes-rendus :

COMITÉ NATIONAL DU 27 JANVIER 2002

ET COMMISSION PREMIER CYCLE DU 26 JANVIER 2002

Position de l'APHG par rapport à la « réforme Lang » dès le collège : introduction des itinéraires de découverte.

1. Rappel de l'attachement à nos savoirs disciplinaires qui ne sont pas la cause de l'échec du système éducatif : l'enseignement disciplinaire n'est pas à l'origine de la crise du collège, ou alors, il faudrait le démontrer sérieusement !
2. Pour un socle fort de savoir disciplinaire : connaissances structurées et compétences.
Donc, nous sommes contre l'horaire plancher (horaires planchers qui sont en contradiction avec les objectifs propres de nos disciplines fixés par les programmes et l'acquisition des repères et des documents patrimoniaux).
3. Il s'agirait de mettre en œuvre des pratiques innovantes, transdisciplinaires, pluridisciplinaires... dans le respect de la liberté pédagogique de l'enseignant ; or nous avons déjà une expérience de ces pratiques (PAE, parcours diversifiés...), alors qu'aucune évaluation sérieuse n'a été faite.
4. Nous allons à l'échec car :
 - ces "innovations" sont imposées sans discussion.
 - elles déstructurent les classes alors que c'est dans la classe que l'on a des choses à construire avec des élèves qui ont besoin de repères.
 - elles aggravent les phénomènes de ségrégation sociale car elles ne reposent pas sur un socle égalitaire de base : l'interdisciplinarité est surtout bénéfique à ceux qui ont des connaissances en dehors du milieu scolaire.
 - elles supposent des moyens pour travailler autrement : groupes réduits, 2 enseignants intervenant ensemble, moyens d'accès à l'information, sorties, visites...
 - problème de financement (parents ?)
 - problème d'évaluation : méthodologie, comportement ? Comment harmoniser entre 2 collègues qui n'auront pas la même vision, entre deux groupes, de collège à collège ? Quelle place dans le nouveau brevet d'études fondamentales ?

La commission du premier cycle a soulevé d'autres difficultés :

- Mise en place des itinéraires de découverte qui font régresser les moyens des établissements en difficulté (surtout ZEP) avec suppression des demi-groupes et baisse de la DHG
- Cela suppose l'autonomie, la responsabilisation, des pré-requis de toutes sortes, ce qui dépasse en maturité le niveau commun des élèves de 5^{ème} (provoque des troubles pour les élèves ; impossibles à acquérir avec 30 élèves)
- Au niveau des applications concrètes : des groupes artificiellement constitués, la totale liberté de choix des élèves est impossible (il faut constituer des groupes), ce qui est une contradiction. Comment re-motiver le reliquat qui n'a rien choisi ? Une pré-spécialisation si l'élève peut reprendre le même thème en 5^{ème} et en 4^{ème}. Comment comprendre la classe de 2^{de} indifférenciée ?
- Les 2 heures doivent être incluses dans le service, et ne doivent pas entraîner d'heures supplémentaires.
- Des choix d'itinéraires en Histoire et Géographie très partiels par rapport à l'ensemble des programmes : le mystère au Moyen Age, le château fort ! ou qui n'existent plus dans les programmes comme la préhistoire.

Il faut rappeler que :

- Le Ministère ne connaît pas la réalité : les services sont incapables de connaître exactement le nombre de professeurs d'histoire-géographie. Les parents ne savent pas ce que le Ministère supprime réellement car ils n'en ont jamais entendu parler (exemple avec les classes prépas)
- Aux Etats-Unis (le modèle ?), il y a une « re-disciplinarisation » de l'enseignement.

Ne peut-on voir à travers la mise en place des IDD, la volonté de remettre en cause le métier de professeur chargé d'un enseignement disciplinaire au profit d'animateurs dont le niveau de formation serait moindre ? Donc, à terme, quel recrutement ? Quelle charge horaire ? Quel salaire ? Donc quel statut ?

Micheline Cinquin, Didier Doix

COMMISSION SECOND CYCLE DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2001

Ordre du jour: Le point sur la rentrée 2001

Les TPE : situation en première.

Les TPE : report de la première sur la terminale et situation en terminale.

Les séries scientifiques : réactions aux « coupes » dans les programmes.

Les projets de programme du groupe d'experts.

I) Les TPE: Un très large et long tour de table montre à l'évidence que la dizaine de « régionales » présentes sont dans l'incapacité de dresser une synthèse à propos des TPE, tant la diversité des situations est extrême dans les établissements.

Tout au plus peut-on retenir quelques grands traits :

Le report des TPE sur la terminale est davantage un succès que prévu.

Beaucoup de groupes d'élèves qui ont traîné les pieds en début de 1^{ère}, ont finalement réalisé d'excellents TPE.

Les aspects positifs l'emportent largement sur les contraintes.

Le rôle du chef d'établissement dans l'attribution des TPE en terminale est déterminant.

L'équipe pédagogique ne maîtrise pas toujours tous les paramètres.

En ce qui concerne l'évaluation, il est impératif d'harmoniser les attentes (synthèse du carnet de bord ? ou synthèse finale ?).

Il apparaît souhaitable que les TPE soient réétalés sur les classes de 2^{de} et 1^{ère} (plutôt que 1^{ère} et terminale).

II) A propos des allègements de programmes dans les sections scientifiques : Il semble qu'il s'agisse moins d'allègement que de déstructuration véritable, les coupes apparaissant scandaleuses pour certains collègues. En outre les élèves sont moins bien préparés méthodologiquement.

III) L'APHG reste dans l'attente de la réforme proposée par le groupe d'experts pour les nouveaux programmes de 1^{ère} et de terminale, qui devraient être mis en ligne pour consultation courant mars. L'avant-projet présenté par le groupe d'experts répond à nos attentes en séries L et ES, mais reste inacceptable en série S.

Marie-Jo Ferrand

Journée "Histoire" du mercredi 5 décembre 2001

Le Proche-Orient aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles

L'EMPIRE OTTOMAN AU XIX^e SIECLE ET JUSQU'EN 1914

**par François GEORGEON, Directeur de recherches au C.N.R.S.
et à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales**

Au XIX^e siècle, le Moyen Orient apparaît comme un enchâssement d'empires. L'Empire Ottoman est l'un des trois grands empires qui existent en Europe avant la première guerre mondiale. Malgré sa vaste superficie, il ne pèse pas aussi lourd que les autres états. Peu peuplé (25 M d'habitants en 1900), son poids économique et politique est faible. Il est présenté dans les manuels scolaires et universitaires comme étant toujours en décadence, sans avoir connu d'âge d'or, sans existence propre, et n'apparaît que dans les relations internationales ("l'homme malade" selon l'expression de Nicolas I^{er} en 1853).

I - Le recul territorial et le renforcement de l'Etat

Le recul territorial dure deux siècles (du début du XVIII^e siècle à 1918) avec des moments d'accélération et des moments de stabilité.

1 - Situation au début du XVIII^e siècle

- Un vaste empire

Il est installé sur trois continents et comprend deux blocs continentaux : les Balkans, cœur

de l'Empire, et le Proche-Orient. En Afrique, il s'étend jusqu'à la frontière du Maroc. En Europe, sur les Balkans (Roumanie, Hongrie, Serbie, Albanie). Il occupe les 3/4 des côtes méditerranéennes, contrôle les détroits et les îles (problèmes pour la navigation).

- Un empire musulman

A sa tête, le sultan (sunnite), qui contrôle les lieux saints et organise les pèlerinages.

- Un empire multinational

Beaucoup de nationalités le composent, avec leurs langues, leurs religions. Phénomène du pluralisme poussé à l'extrême.

- Un empire sur la défensive

Menacé par l'Autriche, qui a des vues sur la Hongrie, la Croatie, la Transylvanie par la Russie, qui regarde vers la Crimée, la Mer Noire et les Détroits.

2 - Le recul et ses conséquences

- La perte des territoires

En 1914, l'Empire, qui a perdu ses possessions en Afrique, en Europe, les îles, n'est plus qu'asiatique. Les pertes de territoires ont eu lieu au profit des autres empires, des petits états qui sont nés dans les Balkans (Grèce, Roumanie, Albanie, Serbie), des empires coloniaux (France, Italie, Grande-Bretagne). Ce recul a été marqué par de grandes crises : une guerre contre la Russie en 1878 et des guerres balkaniques en 1912-1913.

Entre 1815 et 1914, l'Empire perd toutes ses possessions dans les Balkans, qui constituaient le cœur de cet empire, partie riche, moderne et qui jouait un rôle important. Les Ottomans y étaient implantés depuis le milieu du XIVe siècle.

- Les conséquences du recul

Au fur et à mesure de la perte des territoires, l'émigration s'est faite par vagues vers les territoires asiatiques de l'Empire ottoman. Quatre ou cinq millions de personnes ont été déplacées en plusieurs étapes successives. Elles ont apporté une mémoire de ce drame de l'émigration et ont été une richesse démographique. Mais l'Empire n'a pas cherché à les assimiler, elles ont conservé leur langue, ce qui a encore accentué la diversité de cet empire.

L'émigration a renforcé l'islamisation de l'Empire. La proportion des musulmans est de 77 %.

La plus grande menace est la Russie. Depuis Pierre Le Grand, la Russie a des visées d'expansion vers le Caucase, la Mer Noire et les Balkans. Au cours des guerres au XIXe siècle, à deux reprises, les Russes sont arrivés tout près d'Istanbul. Pour résister à la poussée russe, les Ottomans se sont rapprochés des occidentaux. Ils ont conclu une alliance avec la France et avec l'Angleterre, ils ont modernisé leur vie politique tout en l'orientant vers un ciment islamique.

Pendant, en raison de leur voisinage, les contacts ont été nombreux entre le monde russe et le monde ottoman, de la part des partisans d'une entente. Les élites se sont toujours intéressées à la Russie et des idées sont venues de Russie (le populisme).

Une mémoire s'est constituée chez les Ottomans. Les cartes ont permis de concrétiser le recul de l'Empire et la nostalgie de l'âge d'or perdu est apparue (époque de Soliman le Magnifique). Le fait d'avoir été un grand empire pose problème. Toutefois la perception de ce qui s'est passé dans le monde depuis le XVIe siècle, en particulier la découverte de l'Amérique, est difficile, sauf pour les militaires sur les frontières, qui se rendent compte de la situation réelle de l'Empire.

3 - Le renforcement de l'Etat

- L'autorité royale reprend le contrôle des provinces

A cause de l'autonomisation des provinces et de l'affaiblissement du pouvoir central (surtout de 1808 à 1815), le gouvernement ne régnait pas sur l'ensemble des territoires de la carte. La reconquête intérieure de l'Etat sur l'Empire s'est faite tout au long du XIXe siècle. Les "derebey" ou seigneurs locaux n'envoyaient plus de soldats, ne percevaient plus d'impôts pour l'Empire. En dehors de l'Egypte où Méhémet Ali va asseoir l'autonomie du pays, le pouvoir, entre 1815 et 1860, va rétablir son autorité par des expéditions militaires ou parfois en achetant l'obéissance des semi-féodaux.

- La réforme du système administratif

A partir de 1830, un système administratif centralisé est imposé. C'est la période des

"tanzimat", c'est à dire la remise en ordre dans l'administration, la justice, le commerce, le droit pénal et la politique. Par l'édit des "tanzimat" en 1839, le sultan accorde à ses sujets une égalité devant la loi. La sécurité remplace l'arbitraire. La bureaucratie étudie une législation de type occidental en s'inspirant de l'époque napoléonienne. L'utilisation du télégraphe a aidé à la centralisation.

Dans les années 1860, le sultan remet en ordre le système des communautés religieuses et prend le contrôle sur les populations nomades, marginales et hétérodoxes. Ainsi, des régiments de cavalerie sont créés chez les Kurdes (pour s'en servir contre les Arméniens), les Albanais, les chiites d'Irak afin de les intégrer au système de l'Etat. Par l'intermédiaire de moyens modernes, gendarmerie, école publique, presse et télégraphe, l'Etat central reprend en main les provinces. Cette tendance va durer au-delà de l'Empire Ottoman, jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Mais beaucoup d'éléments échappent au pouvoir, telles les communautés qui ont leurs propres institutions, leur justice, leurs écoles, leurs taxes.

II - Les relations avec l'Europe

1 - La "question d'Occident"

Les relations avec l'Europe sont très anciennes, mais il n'y a jamais eu de phénomène d'ouverture comme avec la Chine ou le Japon. Les rapports avec l'Europe sont étalés dans le temps, mais se sont accentués au cours du XIXe siècle. Vers 1830, l'Empire s'ouvre plus largement. En 1838, un traité de commerce signé avec l'Angleterre permet aux étrangers de faire du commerce à l'intérieur de l'Empire et supprime les monopoles. Les conséquences seront l'accentuation du commerce avec l'Europe et l'ouverture aux influences culturelles européennes mais aussi américaines. Les écoles étrangères, les missions, les oeuvres caritatives, les ambassades, les consulats vont se multiplier.

2 - L'occidentalisation sera une constante pendant tout le XIXe siècle

L'Empire n'a pas été colonisé. Les Ottomans ont été confrontés à la diversité de l'Europe, dont ils se sont inspirés pour leurs réformes militaires, institutionnelles et sociales. La très forte volonté d'occidentalisation verra son apogée à l'époque de Mustapha Kemal.

A la fin du XIXe siècle, l'Empire Ottoman se tourne vers l'Allemagne, d'abord sur le plan militaire. Mais il ne s'est pas inféodé à sa puissance. Le choix de l'Allemagne en 1914 a été un choix de conjoncture. L'Allemagne avait des intérêts économiques moins importants que ceux de la France ou de la Grande Bretagne et n'avait pas de désir de conquête territoriale.

Remarques : * Après 1914, la diversité (ethnique, confessionnelle) a disparu.
* Pendant tout le XIXe siècle, en raison de la répression violente contre les Grecs, les Arméniens, l'image donnée par l'Empire Ottoman en Occident est plutôt négative sauf pour quelques écrivains comme Pierre Loti, fasciné par un empire "sous-développé".

prise de notes : Claude Péquinot

LES EFFETS DE LA GUERRE DE 1914-1918 AU PROCHE-ORIENT

par Anne-Laure DUPONT, Docteur en Histoire

Le titre donne la problématique de la conférence. Pour y répondre, l'auteur va étudier successivement : 1°) La situation de l'Empire ottoman en 1914. 2°) La dimension géographique du conflit. 3°) La mise en place d'une situation de compromis.

1°) Depuis la perte de la Macédoine en 1913, l'Empire ottoman est limité à l'Asie : de la Méditerranée à l'Euphrate et des Détroits au Hedjaz. Les Turcs contrôlent donc les lieux saints de l'Islam, lesquels sont déjà convoités par Abd-al-Aziz Ibn Séoud, sultan du Najd qui s'appuie sur un islam absolu, le wahhabisme, pour réaliser son ambition.

L'Empire ottoman, bien que doté d'une Constitution, a un régime politique à parti unique, le « Comité Union et Progrès » dans lequel la tendance dure ou « Jeunes Turcs » a le monopole du pouvoir.

Cette dictature se justifie par les menaces extérieures à l'Empire. D'abord, les pertes territoriales en Bosnie, Cyrénaïque... Ensuite, l'influence grandissante des principales nations européennes qui obtiennent des avantages économiques. L'Allemagne ayant obtenu la concession du chemin de fer Berlin à Bagdad (le célèbre B.B.B.), le Royaume-Uni arrive à décrocher la concession de la Turkish Petroleum (1912). Quant à la France, elle a de grands intérêts économiques et culturels en Syrie (ici, au sens de Grande Syrie) par le biais des catholiques orientaux. Enfin, l'intégrité de l'Empire est menacée par les nationalismes centrifuges grecs, arméniens, arabes, kurdes...

Face à ces nationalismes en plein essor, les Turcs réagissent. Exemples : il est rappelé le pouvoir religieux du sultan de Constantinople sur tous les musulmans, il est décidé l'emploi exclusif du turc dans l'administration... Autant de mesures qui vont à l'encontre des projets des nationalistes arabes réunis en congrès à Paris en 1913 et qui réclament, en outre, la décentralisation administrative et l'usage de la langue arabe. En fait, beaucoup de ces nationalistes arabes veulent partager le pouvoir avec les Turcs, tel Chérif Hussein (Chérif : titre porté par les descendants du Prophète), gouverneur du Hedjaz depuis 1908.

Abd-al-Aziz, sultan du Najd et Hussein, chef de la famille Hachémite, peuvent prétendre, l'un comme l'autre, prendre la tête du nationalisme arabe.

2°) Dès août 1914, un traité secret d'alliance est signé entre l'Allemagne et l'Empire ottoman. Prendre en compte la menace russe sur l'Empire pour comprendre ce traité. En septembre 1914, la Sublime Porte abolit les capitulations, d'où la fin de l'influence anglo-française dans l'Empire. Le 1^{er} novembre 1914, l'Empire ottoman entre en guerre ; le 23 novembre, le sultan appelle à la guerre sainte. En quelques mois, la guerre est portée sur quatre fronts : Caucase, Mésopotamie, Palestine et Détroits. La guerre a pour effet de durcir l'attitude à l'égard des minorités nationales. C'est ainsi qu'on s'en prend aux Arméniens suspectés d'être favorables aux Alliés et en Syrie ; le gouverneur Djemal Pacha, membre du parti « Jeunes Turcs », pratique une politique très sévère à l'égard des nationalistes arabes et abolit le statut d'autonomie du Liban.

Avril 1915, offensive de l'Entente sur les Dardanelles. L'objectif, prendre Constantinople et mettre fin à l'Empire. Mais échec. Cette offensive franco-britannique est à replacer dans le contexte des projets de succession de l'Empire ottoman. En effet, les Alliés n'ont aucun intérêt à défendre l'intégrité de l'Empire. La Russie veut mettre la main sur les Détroits et restaurer la grandeur de Constantinople ou Tsarigrad. La France et l'Italie ont des visées sur cet Empire, mais c'est le Royaume-Uni qui a le plus d'ambitions. Les Britanniques veulent contrôler le golfe arabo-persique et pour cela se servir du nationalisme arabe. Entre Abd-al-Aziz et Hussein, le Foreign Office opte finalement pour le second qui a l'avantage de représenter le pouvoir religieux et militaire et d'être en contact étroit avec les nationalistes arabes. Des négociations s'engagent entre Hussein et les Britanniques sur les limites territoriales du futur Etat arabe. Mais la France a des intérêts dans la région, d'où les accords Sykes-Picot (mai 1916) : un Etat arabe est reconnu, mais très tronqué par rapport au projet d'Hussein. Ce futur Etat serait sans accès à la mer et divisé en deux zones d'influence. La zone A, d'influence française (en somme l'actuelle Syrie plus la région de Mossoul en Irak), et la zone B, d'influence britannique. En outre la France administrerait le littoral méditerranéen d'Adana à Beyrouth, le Royaume-Uni aurait la Mésopotamie, et la Russie recevrait les Détroits en compensation. Pour la Palestine, une administration internationale est prévue. Les accords Sykes-Picot sont la dernière manifestation de la diplomatie secrète condamnée par Wilson.

3°) En 1916, la répression sanglante de Djemal Pacha contre les nationalistes arabes amène Chérif Hussein à déclencher la révolte. Celle-ci débute dans le Hedjaz, notamment par le harcèlement du chemin de fer de Médine. En juillet 1917, la prise d'Aqaba permet la jonction avec les troupes du Royaume-Uni. La révolte arabe gagne la Syrie. En même temps, le Royaume-Uni progresse en Mésopotamie : prise de Bagdad en mai 1917. Forts de leurs succès et de la situation avantageuse qu'ils viennent d'acquérir dans la région, les Britanniques en profitent pour remettre en cause l'internationalisation de la Palestine, d'où un rapprochement avec les sionistes. Cela aboutit à la déclaration de Lord Balfour du Foreign Office à Lord Rothschild de la Fédération sioniste, dans laquelle le Royaume-Uni

s'engage à favoriser la création d'un Etat juif. Le 30 octobre 1918, reddition des forces ottomanes. L'armistice est désastreux, l'Empire est menacé de disparition. Le débarquement de soldats grecs en 1919 aboutit à un sursaut turc par le général Mustapha Kémal qui installe son pouvoir à Ankara. Une nouvelle guerre débute contre les Arméniens à l'est, les Français au sud, et les Grecs, rejetés à la mer en septembre 1922.

C'est dans ce contexte de fin d'Empire que sont créés les mandats. Leur création doit prendre en compte : l'aspiration à l'indépendance des Arabes, le souvenir des martyrs de la guerre, l'hostilité à un gouvernement non musulman, l'appui des idées de Wilson, les accords secrets Sykes-Picot de 1916, la déclaration de Lord Balfour de 1917 et le rêve des Hachémites de créer un vaste Etat arabe indépendant !... Pour résoudre toutes ces contradictions, la formule des mandats paraît la plus appropriée. D'ailleurs, dans le statut du mandat, l'indépendance n'est pas négociable, seul le choix du mandataire l'est ; enfin, le mandat prétend avoir une mission "civilisatrice".

La Conférence de San Remo (avril 1920) donne au Royaume-Uni le mandat sur l'Irak et la Palestine, et à la France le mandat sur une Grande Syrie. Très tôt, Paris s'achemine vers deux Etats : la Syrie, le Liban (déc. 1920). Il y a la volonté de donner aux chrétiens du « Mont Liban » un pouvoir politique. Mais ce nouveau Liban agrandi au nord et au sud comprend désormais une forte minorité musulmane...

L'évolution des mandats britanniques : l'Irak devient le premier Etat indépendant (1930) ; naissance de l'émirat de Transjordanie (1922) puisque Londres exclut le sionisme à l'est du Jourdain ; en Palestine, la déclaration Balfour est inscrite dans la charte du mandat.

Dans les autres territoires, c'est la liquidation de l'Empire : l'Arabie est unifiée progressivement par Abd-al-Aziz Ibn Séoud ; en Turquie, la monarchie est abolie en novembre 1922 et la république proclamée l'année suivante.

Conclusion : Sauf pour la Turquie, aucun de ces nouveaux Etats n'est un Etat-nation ; résultat : l'islam politique contemporain naît dans l'Entre-deux-guerres, car c'est pour les musulmans un moyen d'unité politique par delà les frontières des Etats.

prise de notes : Jean-Michel Nuffer.

LA JORDANIE

par Louis-Jean DUCLOS, ancien collaborateur au C.E.R.I

L'intervenant ne se présente pas comme historien professionnel et renvoie au *Que sais-je ?* qu'il a rédigé sur la question pour la bibliographie.

Il rappelle que le nom de Palestine est peu utilisé jusqu'au XIX^e siècle et reste une appellation imprécise : l'Empire ottoman ne connaît que les *vilayets* de Damas, Beyrouth et du Hedjaz et parle du *sandjak* de Jérusalem. C'est vers 1905 que l'on commence à distinguer les territoires palestiniens à l'ouest du Jourdain et la Transjordanie. Les accords Sykes-Picot qui envisagent un partage en zones d'influence de la région entre Français et Britanniques après la première guerre mondiale sont encore bien vagues. Les limites orientales ne sont pas fixées et les territoires à l'est du Jourdain forment depuis l'Empire byzantin une sorte de glacis protecteur face aux zones « barbares », fortifié par les croisés, puis par les Mameluks et les Ottomans.

Les fonctions de l'espace jordanien

Elles sont diverses : la zone désertique sépare les différents terroirs agricoles servant de base territoriale aux états et décourage les sédentaires, mais elle est en même temps une zone de transit entre ces espaces, lieu de passage des caravanes, puis des oléoducs et des autoroutes. Elle est sur un axe reliant la Syrie à l'Egypte et surtout sur l'axe des pèlerinages vers le Hedjaz, axe peu accidenté et jugé assez sûr. Cette région a même joué un rôle de terre d'accueil, recevant des Tcherkesses et des Tchétchènes lors de la conquête russe : minorités bien intégrées, plus facilement que les voisins palestiniens.

L'invention de la Jordanie

Les deux éléments nouveaux après 1918 sont la création du Home national juif et la découverte du pétrole. Les Britanniques ont deux interlocuteurs majeurs, les Français et les

sionistes et les Arabes ne pèsent pas lourd. On n'encourage pas le rêve d'un grand royaume arabe et on joue la carte des Hachémites quand ils perdent le Hedjaz. La monarchie irakienne est déjà une création très artificielle et c'est en 1921 qu'une conférence réunie à Jérusalem, avec participation de Churchill, Lawrence et du prince Abdallah crée la Transjordanie, qui naît officiellement en 1923. Il s'agit aussi explicitement, selon l'orateur, de créer des « réserves de terres pour le recasement des Arabes quand le Foyer national juif serait réalisé ».

En 1944 le royaume est admis à la Ligue Arabe et le roi Abdallah, qui joue un rôle important dans la guerre contre Israël, se taille la part du lion dans le partage de la Palestine restée arabe en 1949. 350 000 réfugiés palestiniens affluent dans ces territoires, et l'attitude équivoque du roi lui vaut la haine des nationalistes arabes, qui le font assassiner en 1951. La guerre de 1967 amène l'arrivée de nouveaux réfugiés et la perte des territoires à l'ouest du Jourdain, mais la Jordanie est désormais passée sous la protection des Etats-Unis.

Du bon usage de la Jordanie

Les puissances occidentales la protègent contre les appétits des voisins : les Britanniques envoient leur aviation contre les Saoudiens dès 1932, et les Américains interviennent encore lors de la guerre du Golfe pour éviter des représailles sur le pays. Le Baath est en principe favorable à l'unité arabe, et en 1970 la Syrie envoie des blindés au moment de la crise de « Septembre noir », mais Moscou lui conseille de ne pas insister. L'Irak est en général plus prudent.

Les menaces sérieuses viennent de l'ouest. Nasser a été longtemps le principal danger et a fomenté des insurrections populaires, provoquant l'intervention britannique en 1958. Les ultras sionistes envisagent de transformer le pays en Palestine arabe dès les années 1980 et c'est déjà la position d'Ariel Sharon. La Sécurité militaire contrôle bien le pays et cherche en général à éviter l'affrontement direct avec Israël. L'alignement passager sur l'Egypte nassérienne en 1967 est un « choix de survie » du roi Hussein, et la perte de la Cisjordanie allège le royaume, le privant d'une grande partie de ses Palestiniens. Il y a coopération périodique avec les services secrets israéliens, et l'accord de paix de 1994 ne règle pas le problème épineux des réfugiés palestiniens.

Actuellement le tiers de la population se considère comme palestinien, contre la moitié avant 1967, mais c'est surtout avec la génération de réfugiés arrivés en 1967 qu'il y a des heurts. La communauté internationale s'est moins préoccupée de leur accueil que de celui des exilés de 1948.

Ce pays peut-il survivre ? La chute de Hussein, souvent annoncée, ne s'est pas produite, et la royauté a su acquérir un statut de monarchie modernisatrice assez modérée. Le jeune roi Abdallah II est de culture anglo-saxonne, il garde l'essentiel du pouvoir et reçoit une aide occidentale importante. L'appareil militaro-policié est efficace, les élections sont escamotées, les islamistes sont pourchassés et la propagande anti-israélienne est interdite. Il est évident cependant que la poursuite des troubles à l'ouest du Jourdain contient en germe la menace d'une troisième vague d'immigration palestinienne.

A propos des questions posées, l'orateur revient sur les circonstances du massacre de « Septembre noir » en 1970 et souligne l'absence d'états d'âme de l'armée jordanienne, qui depuis longtemps n'est plus constituée de Bédouins. Sur le plan économique, le pays a souffert de la coupure des oléoducs et son âge d'or a été la guerre Iran / Irak, quand il servait de transit aux approvisionnements irakiens. Les ressources viennent aussi des Jordaniens expatriés et le repli des expulsés du Koweït a fait affluer à Amman des expatriés enrichis qui ont causé un boom immobilier. Le tourisme est évidemment menacé, mais l'axe Amman-Bagdad (plus de 700 km) reste un axe routier essentiel.

prise de notes : Claude Farenc

LA PERCEPTION AMERICAINE DU PROBLEME PALESTINIEN DE 1987 A 1992

par Monique JOUFFROY, Docteur en Histoire

Notre collègue a soutenu une thèse sur cette question, pour laquelle elle a participé au séminaire de Dominique Chevallier et utilisé l'abondante documentation de la bibliothèque de l'IEP de Paris.

Les événements importants sont en 1987 le début de la première Intifada et en 1988 la fin de la guerre entre l'Iran et l'Irak. L'affaiblissement de l'URSS entraîne l'afflux des juifs soviétiques qui vont renforcer Israël, et les Etats-Unis deviennent vraiment la puissance hégémonique du Proche Orient.

Deux personnalités importantes sont évoquées : W. Quant, principal conseiller de la Maison Blanche pour cette question au temps de J. Carter, qui reprend l'idée du « processus de paix », apparue dès 1970, et en fait une démarche de petits pas, visant à résoudre progressivement la question, et Edouard Saïd, auteur palestinien protestant vivant aux Etats-Unis, qui critique les états arabes, mais cherche à dénoncer les clichés répandus sur les Palestiniens, considérés a priori comme des trublions ; mais cette cause est difficile à faire entendre.

Les objectifs américains

On met toujours en avant la défense prioritaire des intérêts nationaux américains, mais le soutien inconditionnel à Israël semble être un principe également permanent. Or depuis 1967 Israël contrôle militairement la totalité de la Palestine : le but est donc d'abord de mettre fin à un conflit mal défini en faisant reconnaître les droits d'Israël par les états arabes, unis officiellement au départ par leur refus de reconnaître l'existence d'Israël. Dans cette perspective, le problème palestinien est gênant, et la question est considérée sans le moindre préjugé favorable.

La « relation spéciale » américano-israélienne est constamment réaffirmée après 1967. La culture biblique américaine suppose une sympathie profonde envers le peuple juif. Juifs et Américains s'assimilent facilement, ils ont tous deux conquis une terre promise pour y fonder des États modernes.

L'opinion américaine admet aisément les mythes fondateurs d'Israël, malgré l'existence de courants critiques chez les historiens israéliens eux-mêmes (Simha Flapan, *The Birth of Israel, Myths and Realities*, 1987) : les états arabes ont refusé le plan de partage de la Palestine, Israël a joué le rôle de David face à Goliath, les Arabes ont refusé la paix toujours cherchée par Israël, etc...

Les deux pays partagent la même vision du Tiers Monde et les Israéliens sont beaucoup intervenus en Afrique. L'idée est que ces pays peuvent être contrôlés, voire dominés. En même temps Israël n'hésite pas à tourner l'embargo vers un pays comme l'Afrique du sud en lui vendant des armes et en lui transmettant de la technologie américaine.

Il n'y a pas d'alliance officielle, mais de nombreux accords de coopération : un important memorandum de coopération est signé en avril 1988. Israël apparaît alors comme l'allié principal en dehors de l'OTAN.

Il y a bien sûr le lobby juif qui joue un rôle dans les consultations électorales. Mais aussi des organismes spécialisés comme le WINEP, institut qui réunit des spécialistes et propose des textes aux conseillers du président. Il intervient directement sur le processus de paix et les accords de Madrid. Benjamin Netanyahu exerce un rôle important en présentant Israël comme un élément stabilisateur, un contrepoids aux régimes terroristes. Fils d'un homme assassiné, il fonde en 1978 un Institut de lutte contre le terrorisme : les Palestiniens sont avant tout présentés comme des terroristes.

Enfin, il faut souligner la stabilité des équipes de spécialistes de la Maison Blanche, parmi lesquels les israélites sont nombreux, et l'équivoque essentielle de la résolution 242 du conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 22 novembre 1967, qui ne parle des Palestiniens que comme des « réfugiés ».

La mise en pratique

Il s'agit essentiellement de poursuivre dans la ligne des accords de Camp David. Avant 1992, il n'est question ni de créer un état palestinien, ni d'évacuer des territoires occupés : les territoires ne peuvent être évacués qu'en échange de l'acceptation de la paix. La priorité est

donnée aux rapports avec les états arabes voisins. Pour les Etats-Unis le problème palestinien est secondaire, et pour les Israéliens il ne représente pas un danger intérieur insupportable. A partir de 1989 les propositions de Shamir servent de base aux discussions et le poids du Likoud devient prédominant à partir de 1990.

Si l'on tente une périodisation, on voit que dans une première phase, de 1987 à 1989, Reagan et Shulz avancent lentement. L'Intifada réveille la crainte de l'essor d'une résistance nationale que l'on refuse d'admettre. On envisage au mieux un vague self-government pour la Cisjordanie, Gaza et peut-être Jérusalem. On lance l'idée d'une confédération palestino-jordanienne excluant l'OLP. On refuse de laisser intervenir l'ONU, on fait pression sur Gorbatchev pour qu'il renoue le contact avec Israël. Les initiatives palestiniennes sont sans effet : un texte d'Arafat de décembre 1988, la prise de position de l'OLP qui envisage la paix sur la base de la résolution 242, la condamnation officielle du terrorisme. Les Palestiniens font des concessions sans rien obtenir.

La seconde phase est marquée par la guerre du Golfe. En 1989 I. Shamir propose une paix générale sur le modèle des accords avec l'Egypte par des négociations bilatérales avec les états arabes. Le problème des réfugiés est vaguement évoqué et on parle d'élections en « Judée-Samarie ». En 1990 le Likoud durcit sa position et la crise rompt les discussions : l'OLP est accusée d'avoir partie liée avec l'Irak et le monde arabe se divise à propos du conflit. En mars 1991 G. Bush, vainqueur, lance l'idée d'une conférence de paix, qui se tiendra en octobre et apparaîtra comme un triomphe pour les Etats-Unis. Les Palestiniens obtiennent la promesse d'une vague autonomie et de négociations bilatérales, mais l'évolution du « processus » dépendra beaucoup du bon vouloir de leurs adversaires.

Aux questions posées sur l'état de l'opinion au sein des Palestiniens, notre collègue répond en soulignant le profond découragement qui règne après l'échec de ce prétendu « processus ». L'appui donné par G. Bush junior aux initiatives des actuels dirigeants israéliens nous semble confirmer toutes ses analyses sur l'alliance étroite qui continue à lier les deux pays.

prise de notes : Claude Farenc

L'Assemblée générale de la Régionale du 9 décembre 2001

Notre ancien président Pierre Lévêque ouvre la séance, et prie l'assemblée de respecter une minute de silence en la mémoire de Jean-Bernard Charrier, décédé le 4 octobre dernier.

Micheline Cinquin, à qui notre défunt président avait demandé de prendre le relais et que le bureau avait proposée pour lui succéder, fait devant l'Assemblée le compte-rendu de l'Assemblée générale nationale du 2 décembre :

Le président de l'APHG Robert Marconis y a rappelé à quel point 2001 a été une année catastrophique pour nos disciplines (réduction de l'enseignement disciplinaire ; "horaires-planchers" dans les collèges ; coupes claires en première et terminale scientifiques, qui ont fait perdre tout leur sens aux programmes...), et dénoncé le "silence assourdissant" de l'Inspection Générale à ce propos. L'Assemblée générale de Paris a également déploré une formation continue insuffisamment centrée sur nos disciplines ; fort heureusement, nous avons bon espoir que, dans l'Académie de Dijon, notre journée pédagogique annuelle de décembre soit à nouveau inscrite au Plan Académique de Formation, des démarches ayant été entreprises en ce sens auprès des I.P.R. La réunion nationale a, d'autre part, apprécié le résultat de l'énorme travail, pour l'essentiel bénévole, représenté par les quatre numéros annuels de la revue *Historiens et Géographes*. L'Association déplore un recul des adhésions (900 départs, 600 nouveaux sur environ 10 000 membres) ; une action doit être entreprise pour favoriser le recrutement (appel aux universitaires, délégués d'établissements, site internet...).

Didier Doix et Gérard Déclas présentent brièvement les travaux des commissions "Premier cycle" et "Europe", et le débat s'engage sur l'ensemble des problèmes traités à Paris. On déplore le manque d'écoute des collègues au Ministère, on constate que les "activités

périphériques" (T.P.E., itinéraires de découverte...) sont encouragées au détriment de l'essentiel, on regrette que les débats d'E.C.J.S. tournent souvent en rond faute de connaissances suffisantes chez les élèves. L'idée d'une conférence de presse pour faire connaître nos difficultés est évoquée.

Micheline Cinquin fait le bilan des activités de la Régionale : quatre numéros de la *Lettre de la Régionale* parus ; voyages appréciés (Italie : 34 participants, Nancy : 20 participants, Marseille : 27 participants) ; contenu fort riche de la journée "Histoire" sur le Proche-Orient, où le public a été relativement nombreux (30 le matin, 30 l'après-midi, pas forcément les mêmes).

Geneviève Bonnardeau, trésorière, présente le rapport financier. Chez nos adhérents, le nombre de retraités grandit, et celui des étudiants et des actifs diminue ; au total, perte de deux adhérents. Notre bilan financier est pour l'instant très déficitaire, mais c'est uniquement à cause d'un retard de versement de la trésorerie nationale ; pour les voyages, Forêt Noire en déficit, Nancy en excédent ; la journée pédagogique de décembre aura coûté beaucoup moins cher que l'an dernier. Geneviève Bonnardeau signale que la Régionale de Besançon souhaite être associée à nos projets, entre autres raisons pour réduire les coûts : proposition adoptée à l'unanimité.

La réunion s'achève par une discussion sur les voyages à venir : pour celui prévu en Andalousie du 3 au 10 avril 2002, les inscrits recevront tous les documents personnellement.

Sont désignés pour participer aux travaux des conseils départementaux de l'Office National des Anciens Combattants : Claude Farenc pour la Côte d'Or et Jacqueline Bénac pour la Nièvre.

Renouvellement partiel du bureau : sont élus pour trois ans : Jacqueline Bénac, Geneviève Bonnardeau, Micheline Cinquin, Didier Doix, Marie-Jo Ferrand, Denis Lamarre. Le bureau désigne Micheline Cinquin comme présidente et Didier Doix comme secrétaire.

L'Assemblée se termine par une projection de diapositives de Monsieur Simonnet et un vidéofilm de Monsieur Vernier sur le voyage d'avril 2001 en Italie du Centre et du Sud, et par un apéritif amical.

Gérard Déclas

Appel à candidatures pour les conseils départementaux de l'ONAC

L'APHG ayant signé avec l'ONAC (Office National des Anciens Combattants) une convention qui propose une série d'actions en faveur de la mémoire combattante (cf *Lettre de la Régionale* n°32), nous avons désigné des représentants aux conseils départementaux de la Côte d'Or et de la Nièvre. À ce jour, nous n'avons pas reçu de candidature pour la Saône-et-Loire et l'Yonne. Si vous êtes intéressés, veuillez envoyer vos coordonnées à Didier Doix, Le Fichau, 71130 Chassy (tél. 03 85 85 41 40 - mél. doix.didier@libertysurf.fr).

Nos projets pour 2002

La journée "Géographie" de la Régionale sera consacrée le **mercredi 4 décembre 2002** au thème :

Les sociétés face aux risques naturels et technologiques

Nous y accueillerons, entre autres orateurs, Robert Marconis, Président de l'APHG.

Voyages à venir

TROYES (le dimanche 23 juin)

Le bureau de la régionale de Bourgogne vous propose une excursion à Troyes le dimanche 23 juin 2002 (cathédrale Saint-Pierre et Saint-Paul ; église Sainte-Madeleine ; Hôtel de Mauroy : Maison de l'Outil et de la Pensée Ouvrière...). Claude Farenc nous servira de guide.

Le voyage est pour l'instant estimé à 55 €(360,78 F) par personne (transport + repas au restaurant). Il sera vraisemblablement effectué en autocar.

Les collègues et leurs proches qui souhaitent participer à ce voyage sont invités à envoyer au plus tôt le coupon réponse ci-dessous à Didier Doix, Le Fichau, 71130 CHASSY.

MONT SAINT-MICHEL (du vendredi 27 après-midi au dimanche 29 septembre)

Un voyage au Mont Saint-Michel sera organisé le dernier week-end de septembre par Micheline Cinquin et Pierre Lévêque. Il comprendra la découverte de la baie, la traversée et la visite guidée du site. Retenez-en dès à présent la date !

À noter : vous trouverez dans le prochain numéro de la *Lettre de la Régionale* des notes sur le voyage d'octobre 2001 à Marseille par Jean Maréchal.

-----✂-----

Bulletin à renvoyer le plus rapidement possible

à Didier DOIX, Le Fichau, 71130 CHASSY (tél. 03 85 85 41 40 - mél. doix.didier@libertysurf.fr)

M., M^{me}, M^{lle}

participera au voyage du 23 juin 2002 à Troyes

Nombre de personnes :